

Dynamiques sociales et notion de représentation La position des mouvements ouvriers

Serge Denis

Volume 19, numéro 1, 2000

Mouvements sociaux, enjeux institutionnels et démocratisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040210ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040210ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Denis, S. (2000). Dynamiques sociales et notion de représentation : la position des mouvements ouvriers. *Politique et Sociétés*, 19(1), 103–134.
<https://doi.org/10.7202/040210ar>

Résumé de l'article

Les grandes institutions par lesquelles on définit le mouvement ouvrier, depuis quelque cent vingt ans, sont-elles canal d'expression, voie de représentation ou mécanisme de constitution de la classe ouvrière? À une époque où il semble toujours plus difficile d'arrimer, d'un côté, les besoins et les aspirations des clientèles des partis traditionnels du mouvement ouvrier et, de l'autre, les orientations et les choix de gouvernement des mêmes partis, il a paru nécessaire de s'arrêter spécifiquement à cette problématique. Je la traiterai en analysant le développement des partis ouvriers créés dans le dernier quart du XIX^e siècle, la social-démocratie historique, à la lumière notamment des débats théoriques contemporains.

DYNAMIQUES SOCIALES ET NOTION DE REPRÉSENTATION : LA POSITION DES MOUVEMENTS OUVRIERS*

Serge Denis
Université d'Ottawa

Il y a une vingtaine d'années, l'Angleterre vivait le « winter of discontent » (hiver 1978-1979), moment de désordre social et de mouvement gréviste généralisé. Dirigé contre la politique des revenus du cabinet travailliste de James Callaghan, le mécontentement prenait l'allure d'une fronde de la base et des courants militants des « trade unions » face au gouvernement d'un parti que les syndicats avaient pourtant formé et duquel ils étaient membres¹. La puissance même de ce choc, auquel il est difficile de voir un réel précédent, témoignait que le rapport entre le monde du travail et le parti était non seulement soumis à de fortes tensions, mais qu'il était en voie de modification. La volatilité et l'abstentionnisme de couches, à l'occasion significatives, des électors de gauche, les sautes d'humeur envers leurs partis sont devenus par la suite des phénomènes fortement répandus². En France, en Italie, dans les autres pays d'Europe, dans les ex-dominions d'Océanie, au Canada face au NPD, la fin du XX^e siècle manifeste une profonde déstabilisation des relations de confiance et d'identification politique entre leurs clientèles et les partis historiques

* Je remercie les évaluateurs anonymes de la Revue pour leurs commentaires pertinents.

1. Fritz Scharpf, *La sociale démocratie européenne face à la crise*, Paris, Economica, 1990, p. 99-104.
2. Évaluation qui paraît s'imposer en conclusion d'ensemble des nombreuses études portant sur l'évolution contemporaine des partis du mouvement ouvrier dans les contextes nationaux les plus marquants ; voir, par exemple, P. Anderson et P. Camiller (dir.), *Mapping the West European Left*, Londres et New-York, Verso-NLR, 1994 ; Marc Lazar, (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945 : invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, P.U.F., 1996 ; George W. Ross, « The Two Bankruptcies of French Socialism and the End of Social Democracy », dans J.P. Beaud et J.-G. Prévost (dir.), *La social-démocratie en cette fin de siècle*, Sainte-Foy, P.U.Q., 1995, p. 9-42 ; F. Scharpf, *op. cit.*

Serge Denis, département de science politique, Université d'Ottawa, C.P. 450, Succ. A, Ottawa (Ontario), Canada, K1N 6N5.

Courriel : sdenis@uottawa.ca

du mouvement ouvrier (PS, travaillistes, PC). À cet égard, l'exemple britannique avait valeur de modèle. Il exprimait de façon spectaculaire une réalité qui se profilait partout, même si les formes et les rythmes ne peuvent, bien sûr, être systématiquement identiques.

Cette réalité n'a pas empêché que lesdits partis soient à nouveau portés au pouvoir ou associés à des coalitions de gouvernement. En ce printemps 2000, c'est précisément le cas dans treize des quinze pays de l'Union européenne. La signification politique de ce type de rebondissement peut sembler pourtant largement conjoncturelle, et se trouver plutôt du côté d'un besoin d'alternance gouvernementale, de l'impopularité des orientations des grandes formations libérales et conservatrices, comme de la méfiance à leur endroit, que du côté d'une relance programmatique de l'action des organisations du mouvement ouvrier et de la cause des salariés, laissés-pour-compte ou non-possédants. D'ailleurs, les partis social-démocrates actuellement au pouvoir (en Italie, les ex-communistes) sont toujours confrontés aux processus indiqués ci-dessus : par exemple, insatisfaction et malaise dans les rangs syndicaux et travaillistes, et aussi chez les membres des groupes défavorisés, face au gouvernement de Tony Blair ; chute ininterrompue et très marquée de la popularité du SPD allemand et du chancelier Schroeder, dès les premières actions de son cabinet³ et pratiquement jusqu'au dévoilement récent du scandale Kohl.

Ces quelques considérations illustrent le caractère singulièrement concret aujourd'hui de la problématique des relations entre mouvements ouvriers et dynamiques sociales, la problématique de la relation entre mouvements constitués et données de nature socioéconomique. Comment appréhender le lien entre les organisations, par exemple les partis du mouvement ouvrier, et les secteurs sociaux, la classe que ces partis ont dit représenter. Y a-t-il des corrélations entre les réalités politiques et les réalités socioéconomiques du « travail » ? Dans quelle direction opère l'efficacité éventuelle de ces corrélations ?

Présent depuis toujours en sciences sociales, sous une forme ou sous une autre, ce questionnement est dorénavant à mettre au centre de l'analyse du mouvement ouvrier, puisque sa matière est devenue une dimension critique de l'actualité. L'arrimage s'avère en effet toujours plus difficile entre les besoins, les demandes et les aspirations des clientèles militantes et électorales des partis ouvriers, d'un côté, et les orientations, les choix politiques et gouvernementaux des mêmes partis, de l'autre. Je tiens d'ailleurs pour signe de la prégnance contemporaine de cette problématique les multiples débats scientifiques sur l'élaboration de l'objet même des études du monde du travail⁴.

3. *Le Devoir*, 11-12 septembre 1999, p. A9.

4. Ainsi, le débat dans *Labor History*, vol. 32, n° 1, hiver 1991, lancé par un texte de Howard Kimeldorf, « Bringing Unions Back In (Or Why We Need a New Old Labor History) », *ibid.*, 91-103, critiquant le poids accordé à diverses dimensions

Résumé. Les grandes institutions par lesquelles on définit le mouvement ouvrier, depuis quelque cent vingt ans, sont-elles canal d'expression, voie de représentation ou mécanisme de constitution de la classe ouvrière? À une époque où il semble toujours plus difficile d'arrimer, d'un côté, les besoins et les aspirations des clientèles des partis traditionnels du mouvement ouvrier et, de l'autre, les orientations et les choix de gouvernement des mêmes partis, il a paru nécessaire de s'arrêter spécifiquement à cette problématique. Je la traiterai en analysant le développement des partis ouvriers créés dans le dernier quart du XIX^e siècle, la social-démocratie historique, à la lumière notamment des débats théoriques contemporains.

Abstract. Have the large political and social institutions which have defined the labour movement over the past one hundred and twenty years served as channels of expression, as means of representation, or as mechanisms constituting the working class? During an era when it appears ever more difficult to square the circle between the needs and aspirations of labour parties' traditional clients, on the one hand, and the orientations and governing choices of those parties, on the other, it seems particularly relevant to reflect upon this issue. This analysis focuses on the development of the workers' parties formed in the last quarter of the 19th century, that is on historical social democracy, in light of contemporary theoretical debates.

Voilà le cadre qui a justifié le présent article. Comment concevoir, dans l'histoire des mouvements ouvriers, la nature des relations entre les organisations, particulièrement les organisations politiques, et les clientèles pour lesquelles elles ont servi de foyers d'identité et de centres de ralliement. Quels enseignements peut-on tirer d'une réflexion sur le développement de cette relation à la lumière des débats théoriques contemporains? Pour aller plus avant dans l'appréciation de la situation présente, il faut d'abord rendre compte des caractéristiques premières de cette relation. C'est ce à quoi je vais m'employer ici, en m'arrêtant notamment à la social-démocratie traditionnelle, c'est-à-dire à l'expérience des grands partis ouvriers créés dans le dernier quart du XIX^e siècle.

des réalités sociologiques et culturelles au détriment du rôle des organisations dans l'analyse du monde du travail par les grands courants de l'historiographie spécialisée depuis le début des années 1970, texte auquel répondent plusieurs universitaires américains reconnus pour leur apport significatif à l'étude de la classe ouvrière.

INTÉRÊTS ET IDENTITÉS

Soulignons d'entrée de jeu que l'interrogation ne peut revenir à mettre en doute que la nature historique de la social-démocratie soit partie prenante du développement des mouvements ouvriers. Il ne servirait à rien, par exemple, d'entreprendre la présente étude en faisant fi de ce que quelque 50 % des ministres social-démocrates de Suède, pendant plus d'un demi-siècle, provenaient de la centrale syndicale, toute col bleu, LO⁵, ou que le syndicalisme de Grande-Bretagne voulait directement transcrire sa puissance sociale en puissance politique avec la création du *Labour Party* au début du XX^e siècle, ou encore que les socialistes français de l'époque de Léon Blum servaient à l'expression du « vote des masses ». En d'autres mots, ce serait une erreur de négliger que la matérialité des alliances, des réseaux d'influence, des ententes de collaboration et des rôles politiques unit la social-démocratie à l'histoire des organisations ouvrières, qu'elle l'y intègre. Mais pour les besoins de l'analyse, il faut néanmoins tenter d'apprécier plus directement la signification de l'appellation « parti ouvrier ». Fait-elle référence à des formations représentant politiquement des intérêts sociaux préalablement donnés, par exemple des formations qui traduiraient dans le champ de la politique l'activité déjà manifeste au niveau socioéconomique d'un secteur particulier de la population ? Fait-elle référence plutôt à des formations issues de développements prioritairement idéologiques et politiques, du travail conjugué du langage et de la sensibilité, donc à des formations d'origine dite discursive, leur création n'ayant pas procédé, sur le fond, de la dynamique de catégories matérielles ? Fait-elle même référence, ainsi qu'on le soutient aussi, à des formations qui, par leurs programmes et en fonction de leur idéologie, auraient réussi à dessiner et faire vivre au sein des populations la classe et les groupes qu'elles disaient « représenter » ?

Le champ social

Pour une part, ce questionnement est né du rejet de la conception dite du « reflet ». Selon ses détracteurs, cette conception avancerait qu'il y a « immédiateté » et « transparence » dans le passage d'identités sociales, modelées par la place des individus dans les rapports de production, à des identités politiques⁶. Celles-ci surgiraient donc en

5. Wallace Clement, « Exploring the Limits of Social Democracy: Regime Change in Sweden », dans W. Clement et R. Mahon (dir.), *Swedish Social Democracy: A Model in Transition*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1994, p. 376-377.

6. Martin Jay, *Fin-de-siècle Socialism*, New York, Routledge, 1988, p. 7.

tant que «reflets» d'identités socioéconomiques conflictuelles déjà données. En conséquence, la classe ouvrière aurait dû systématiquement adopter des orientations de refus radical des régimes établis. Comme l'histoire politique du monde industriel s'est déployée dans des développements beaucoup moins tranchés et bien davantage multiformes, lesdits détracteurs concluent volontiers que les réalités sociales n'esquissent pas d'identités politiques particulières. Elles ne créent même aucune pression à cet effet, voire, on l'a signalé, s'il y a causalité, celle-ci pourrait s'exercer plutôt en sens inverse. Évidemment, assimiler à une théorie de reflet les points de vue analytiques attribuant un poids, plus ou moins important selon les cas, aux cadres socioéconomiques revient à accoler à des théories qu'on veut décrier les connotations qui le permettraient. Rappelons que rien, jamais, ni dans les faits de société ni dans les processus naturels, n'est perçu par la conscience selon un principe de correspondance «transparent».

Ellen Meiksins Wood⁷ a montré qu'en se fondant sur une critique du «reflet», toute une école d'historiens et de sociologues en est venue à rejeter la notion même d'intérêts réels, et notamment d'intérêts qui seraient communs à une classe de travailleurs salariés. Les auteurs britanniques Paul Hirst et Barry Hindess ont ainsi pu écrire : «il n'y a rien dans les rapports sociaux capitalistes qui soumette cette catégorie d'agents [économiques, c'est-à-dire la classe ouvrière] à des tendances à l'homogénéisation ou à l'unification au niveau politique⁸», cependant que pour Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, seul un déterminisme technologiste et historique a pu conduire le marxisme à faire de la classe ouvrière une catégorie économique unique : on ne peut donc considérer qu'elle formerait, par ailleurs, un sujet social spécifique. Les identités sociales sont elles-mêmes construites par des débats, des affinités de sensibilités, des discussions, donc de manière discursive, tout comme, sur le terrain des projets de société, le sont les identités politiques, sans fonction de corrélation entre ces deux types d'identité, ni entre elles et la structuration économique des sociétés. En ce sens, les intérêts, leurs significations, le socialisme même sont et seront des produits du discours, des créations discursives. Il n'y a pas de dynamique sociétale inscrite dans les rapports économiques, pas de causalité matérielle, pas de lien entre le politique et des identités sociales quelconques, les volontés de transformation tiennent elles-mêmes du jeu des valeurs et de la culture⁹. De ce point de vue, la notion traditionnelle de «représentation» politique ne peut, bien sûr, trouver un fondement.

7. Ellen Meiksins Wood, *The Retreat From Class: a new "true" socialism*, Londres et New York, Verso, 1988.

8. Propos rapporté dans Ellen Meiksins Wood, *ibid.*, p. 83.

9. Ellen Meiksins Wood, *op. cit.*, p. 51-60.

Déjà, durant les années 1980, la critique du « reflet » avait suscité des réinterprétations de certains épisodes de l'histoire ouvrière. Avec la décennie 1990, surtout, l'impact de ces efforts est devenu plus englobant. Il a donné lieu à de larges débats théoriques sur la nature du mouvement ouvrier et de son passé, sur les concepts de base généralement utilisés pour leur étude, de même que sur les manques et les non-dits de la « nouvelle histoire ouvrière » apparue dans les années 1960. Cette démarche révisionniste est souvent associée à un « tournant linguistique » (*linguistic turn*) en analyse des réalités sociales, un tournant qui a conduit plusieurs auteurs à considérer, plus ou moins exclusivement, les mots, les énoncés, les références culturelles et leur interaction comme instituant les mouvements collectifs et la conscience de ceux-ci.

Lenard R. Berlanstein a expliqué la force de cette remise en cause par « les crises [contemporaines] de la gauche et de la politique ouvrière », qui ont contribué à étayer l'argumentation évoquée ci-dessus sur la causalité matérielle et les identités sociales et politiques. Jusqu'ici, dit-il, les approches diverses, malgré leurs particularités, étaient toutes teintées de « positivisme » : elles supposaient, par exemple, une explication de la réalité du XIX^e siècle par le recours prioritaire aux transformations dans le procès de travail et au phénomène de la salarisation de masse des populations laborieuses. Elles tendaient ainsi, faut-il comprendre, à envisager l'évolution de la classe ouvrière en tant que processus de perception toujours plus juste de ces données réelles et de leurs conditions, processus entraînant l'adoption de formes de solidarité, d'organisation et d'action plus appropriées. Mais cette évolution, souligne à son tour L. R. Berlanstein, n'a pas produit de « mouvements de travailleurs majoritaires à la conscience de classe suffisamment élevée pour imposer un nouvel ordre sociopolitique » ; la mise en cause du principe de causalité matérielle et du structuralisme¹⁰ apparut en conséquence judicieuse¹¹.

10. Le « structuralisme » étant entendu, dans ce cadre, comme l'idée d'une prédominance des structures (structuration sociale-économique), au détriment du rôle des agents humains, dans l'explication des sociétés et des États, ou comme une conception définissant le rôle des agents humains, individuels et collectifs, comme un effet de structure, d'où, par exemple, cette notion du « reflet ». Ce dernier point de vue, cependant, est souvent associé à ce qu'on perçoit comme la perspective d'un matérialisme dur ; le « structuralisme », dès lors, définit plutôt une approche théorique « différen[çant] le monde de l'expérience et celui de la conscience, et cher[chant] les médiations historiquement déterminées », notamment culturelles, entre eux : c'était précisément la position du grand historien britannique E. P. Thompson, sur lequel je reviens plus bas (voir : M.J. Buhle et P. Buhle, « The New Labor History at the Cultural Crossroads », dans Leon Fink, *In Search of the Working Class*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1994, p. 135).

Ainsi, Donald Reid, spécialiste du mouvement ouvrier français, a écrit que « le langage est composé de signes dont le sens provient des rapports et des différences qu'ils entretiennent les uns avec les autres *tout autant que* de la référence à des contextes et des réalités sociales et matérielles », référence qui, de toute façon, ne prend elle-même signification que « par le langage¹² ». Et il poursuit : « le pouvoir se révèle dans les façons par lesquelles les structures linguistiques définissent les rapports sociaux en décrivant et en prenant en compte la réalité sociale et en lui conférant une signification » ; les « intérêts sont construits [c'est-à-dire, articulés] par les usages conscients et inconscients du langage, et les significations de diverses actions prennent forme dans leur relation à ces constructions¹³ ». En s'arrêtant au sens premier de ces affirmations, et en supposant que ma traduction soit ici adéquate, il faudrait considérer que les conditions matérielles de la venue au monde et l'expérience vécue n'ont pas véritablement d'impact sur les comportements et les perceptions, en-dehors de leur interprétation-transcription par le langage, ses références internes et leur agencement formulant les significations, donc la conscience.

Il me semble que l'excès de ce point de vue sollicite lui-même la critique. Les émeutes de la faim, les délinquances multiples que produit le manque chronique n'y trouvent-elles pas précisément leur signification, malgré d'éventuels discours dominants sur la vertu du dénuement et tout en considérant que lesdites émeutes et délinquances, d'un autre côté, vont tendre à donner naissance à leur propre « autoglorification » (comment saisir autrement aujourd'hui le phénomène du « gangsta rap » aux États-Unis ?). Thomas More a souligné déjà que la lourdeur la plus extrême des condamnations pour vol, jusqu'à la potence, ne convaincra jamais personne de se laisser mourir de faim¹⁴ ; et il en va normalement de même des menaces de damnation éternelle... La vérité d'une action n'est pas donnée que dans son énonciation, et l'impact d'une situation n'existe que si elle est médiatisée. La pauvreté suscite des dispositions individuelles et des attitudes, assurément pas d'un seul ordre cependant, qui peuvent

11. Lenard R. Berlanstein, « Introduction », dans Lenard R. Berlanstein (dir.), *Rethinking Labor History. Essays on Discourse and Class Analysis*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1993, p. 5-6.

12. Donald Reid, « Reflections on Labor History and Language », dans Lenard R. Berlanstein (dir.), *op. cit.*, p. 42.

13. *Ibid.*, p. 43.

14. Thomas More, *L'Utopie*, Paris, Éditions sociales, 1982, p. 85. Il est intéressant de constater que l'humanisme chrétien tire de références religieuses et d'enseignements philosophiques de l'Antiquité des significations et messages différents de ceux que l'autorité et la pratique de l'Église et des monarchies leur accolaient jusque-là.

déboucher sur des actions de groupe. Il restera à vérifier si, d'eux-mêmes, les rapports socioéconomiques instillent, par ailleurs, des dynamiques et esquissent les contours de collectivités particulières.

À ce stade, je veux tout de même noter l'apport scientifique des travaux associés au tournant linguistique. Par exemple, le questionnement approfondi de notions et idées reçues en analyse politique et sociale, la « déconstruction » aussi de leur utilisation¹⁵ apparaissent féconds, et donc nécessaires. De même, la mise au jour des cheminement du travail conceptuel dans l'élaboration théorique d'identités sociales s'est avérée pleine d'enseignements, à la fois quant à la distance séparant toujours la pensée de son objet et quant à la complexité des réalités sociales : D. Reid attire ainsi l'attention sur le statut du concept de lumpenprolétariat, ensemble aux contours pourtant relativement imprécis, dans le tracé de la frontière inférieure de celui de prolétariat par Marx¹⁶. Chez certains, la dimension « linguistique » doit être appréciée dans sa conjugaison à d'autres aspects de la vie en société. Ronald Aminzade, par exemple, reconnaît un poids et un rôle à la structure socioéconomique pour l'explication historique ; mais il avance que, théoriquement, la relation entre la conscience et les intérêts doit être envisagée en tant qu'enjeu, et non sous l'angle d'une perception plus ou moins adéquate, et encore moins sous l'angle du « reflet ». Les intérêts « sont constitués dans le cadre de l'activité politique¹⁷ », écrit-il ; bien sûr, « les travailleurs, les boutiquiers, les professionnels, les capitalistes » ont des « intérêts matériels » ; ces intérêts « peuvent motiver leur comportement politique [...], mais leur traduction en objectifs politiques et en action politique collective n'est ni spontanée ni évidente¹⁸ ». Pour saisir comment « se créent les intérêts qui porteront [effectivement] une action politique » de classe « unifiée », il faut s'arrêter prioritairement au jeu des facteurs « institutionnels » et « idéologiques » et aux « circuits organisationnels de la diffusion des interprétations et des idéologies » dans une société. C'est à travers leur interaction que peut se manifester l'impact des positionnements socioéconomiques et que peut s'esquisser une vision des intérêts postulant l'action collective de classe¹⁹.

15. Ainsi en est-il de cette notion, à laquelle on fait dire n'importe quoi ou presque, selon laquelle « l'économie est matérielle », ce qui rendrait compte de son rôle vu comme plus important que celui des phénomènes dits « culturels, ou politiques ou idéologiques » dans l'explication des sociétés ; voir l'entreprise de déconstruction, à cet égard, que mène William H. Sewell, jr., « Toward a Post-Materialist Rhetoric for Labor History », p. 15-38, citations p. 19 et 17, dans L. R. Berlanstein, *op. cit.*, 1993.

16. Donald Reid, *op. cit.*, p.48.

17. Ronald Aminzade, « Class Analysis, Politics, and French Labor History », dans Lenard R. Berlanstein (dir.), *op. cit.*, p. 90-92.

18. *Ibid.*, p. 94.

19. *Ibid.*, p. 92.

R. Aminzade montre comment, pour la France du XIX^e siècle, les processus « d'institutionnalisation des partis politiques », d'élargissement du droit de suffrage, de la transformation concomitante de la notion de mandat électoral, de « l'idéologie et [de] la pratique du républicanisme », qui se mit alors à s'adresser spécifiquement à la classe ouvrière comme à une entité ayant un intérêt propre dans les disputes de pouvoir, comment, donc, conjointement ces développements ont concouru à « donner forme aux perceptions collectives des intérêts de classe [et] des alliances politiques » légitimes du côté du prolétariat. Et donc, comment l'action politique ouvrière indépendante y trouvera des conditions de réalisation²⁰.

C'est ce que R. Aminzade conçoit comme un processus de « formation » de la classe ouvrière : son apparition en tant qu'objet/sujet particulier sur la scène sociale et politique. Il tient compte de divers éléments, souvent très concrets, mais en mettant l'accent sur leur rôle dans le façonnement des « intérêts » et leur énonciation, que les réalités socioéconomiques ne posent sous un angle unifié qu'en tant que possibilité. Chez les tenants d'un tournant linguistique plus pur, l'explication se fonde de manière déterminante sur le poids des significations et des mots. Paul Hirst a écrit ainsi que les classes n'ont pas « d'intérêts objectifs, repérables indépendamment [du discours] de partis politiques et d'idéologies spécifiques, etc., et en fonction desquels on pourrait [précisément] évaluer lesdits partis, idéologies. Ce que les moyens de représentation « représentent » n'existe pas en dehors du procès de représentation²¹ ». Mais quel que soit le point de vue particulier, le tournant linguistique lie conceptuellement la notion de « formation de la classe ouvrière » aux mécanismes discursifs de l'élaboration de visions du monde autour desquelles on a réussi à unir des secteurs salariés et populaires. La « formation de la classe ouvrière », c'est l'articulation d'« intérêts » unificateurs et la mise en forme de moyens permettant de les promouvoir.

Voilà en quoi cette notion de « formation » peut être vue comme (à tout le moins partiellement) détachée de la structure socioéconomique, et qu'elle n'en est ni un effet ni un reflet. Elle se différencie radicalement du concept de « formation » tel qu'on l'entendait depuis le travail pionnier de E. P. Thompson au début des années 1960 sur la classe ouvrière en Angleterre, inspiration de beaucoup d'historiens²².

20. *Ibid.*, p. 93-109; citations, p. 93.

21. Paul Hirst, rapporté dans John F. Sitton, *Class Formation and Social Conflict in Contemporary Capitalism. Recent Marxian Theory*, Albany, SUNY Press, 1996, p. 39.

22. On le sait, le titre de l'œuvre maîtresse de E. P. Thompson à cet égard est *The Making of the English Working Class*, New York, Vintage Books, 1963 (réédité depuis).

Pour ceux-ci, la « formation de la classe ouvrière » relève de son apparition en tant que catégorie sociale effective, conséquence de la révolution industrielle et de la décomposition d'une série de classes, groupes sociaux et fonctions propres à l'Ancien régime. Élément majeur de la nouvelle donne économique et productive, il convient d'en comprendre, notamment, les besoins, les tendances et les inclinations. La situation sociale du travail salarié pousse celui-ci dans des tentatives collectives d'amélioration de son sort, perceptible comme celui d'un secteur socioéconomique particulier. Les manifestations et expressions de cette disposition, singulièrement l'histoire de leurs formes organisationnelles, ne se déduisent pas mécaniquement de la position socioéconomique. Les traditions politiques, culturelles et religieuses d'une société, le développement de l'État et les caractéristiques des institutions publiques, les relations entre les classes, toute une série de facteurs contribuent à ébaucher ces formes, leurs contours programmatiques, les types d'affiliation, leurs frontières sociales. Mais le fait est que, pour cette tradition, la « révolution industrielle » est un moment décisif de l'instauration de nouvelles déterminations sociales ; ces déterminations délimitent des classes d'intérêts et des formules de leur défense et de leur promotion, ce qui peut suggérer à l'analyste des éléments d'une conception normative dans l'évaluation des formes organisationnelles. L'apparition objective de la classe ouvrière et de ses intérêts particuliers tendra à engendrer son apparition sur la scène publique en organisations qui lui sont propres.

La politique

De sorte que, pour le « tournant linguistique », les organisations du mouvement ouvrier, et en premier lieu les partis²³, ne peuvent être envisagées comme la représentation structurée d'une dynamique sociale ; elles donnent plutôt naissance à la classe ouvrière. Pour les partisans de la « nouvelle histoire ouvrière », courant issu de l'influence des travaux de E. P. Thompson, la « formation de la classe ouvrière » relève d'un processus de développements structurels ; sa position sociale insuffle une dynamique revendicative à cette classe, qui entraîne à l'action concertée. On pourrait donc considérer les organisations comme le canal d'expression de cette dynamique, comme des voies de son déploiement.

23. Parce qu'on peut, à l'intérieur de ce paradigme, considérer les divers syndicats comme autant de groupes de pression, liés aux intérêts économiques spécifiques de leurs propres membres.

Ces grands paramètres circonscrivent, pour l'essentiel, les axes principaux du débat actuel sur la nature et la signification du mouvement ouvrier organisé, même quand certains points de vue en semblent quelque peu éloignés²⁴. À ce stade, je retiens d'abord de leur confrontation la conception d'une centralité historique de l'effort de réflexion et d'intervention, comme de leurs déterminations, pour la constitution de la classe ouvrière en entité, centralité qu'elle permet de rétablir après une certaine négligence des sciences humaines. Il est vrai que les débats de programme, les plates-formes, l'action et les résultats concrets des revendications, les « lieux » qui les permettent et qu'ils servent à développer, ne font pas qu'exprimer des aspirations, mais qu'ils sont une voie concrète de leur surgissement, comme ils sont celle de l'apparition en mouvement social. Ils homogénéisent des perceptions, structurent des comportements, façonnent des réflexes de groupe ; en ce sens, ils ne « représentent » pas un mouvement, ils le sont. D'où l'intérêt d'examiner les origines des organisations, les sensibilités et les mots par lesquels s'esquissent les volontés de solidarité, ou les perspectives idéologiques qui poussent à dépasser les clivages professionnels et régionaux.

Un deuxième élément que suggère cette confrontation, c'est la nécessité de démarquer théorie sociale et téléologie, à la fois dans l'explication du développement historique et dans les efforts de prospective. L'analyse politique et historique a depuis longtemps appris la plausibilité d'autres éventualités que celles concrètement advenues dans les faits de société. On ne saurait en conséquence

24. Ainsi en est-il de l'hypothèse depuis longtemps avancée par Adam Przeworski selon laquelle « les classes sont un effet de luttes qui se déroulent à une étape particulière du développement capitaliste » (Adam Przeworski, « Proletariat into a Class: The Process of Class Formation from Karl Kautsky's "The Class Struggles" to Recent Controversies », *Politics and Society*, 7, 1977, p. 367) ; « elles ne sont pas une donnée qui serait préalable aux luttes concrètes » ; ces luttes, par ailleurs, « sont structurées par les conditions économiques, politiques et idéologiques dans lesquelles elles prennent place [...], et ces conditions moulent la pratique des mouvements qui veulent organiser les ouvriers en classe » (Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 69). On peut se demander d'où viennent ces « mouvements » et pourquoi il y a tant de « luttes ». La réponse de A. Przeworski serait, je crois, que les « différenciations et clivages sociaux » existent réellement, mais qu'ils ne sont pas perçus par la conscience spontanément ; l'apparition de la classe ouvrière comme entité sera donc le produit de développements économiques, politiques, idéologiques, dont les résultats et les conséquences à cet effet, cependant, ne sont ni garantis ni homogènes (*ibid.*, p. 69-70). J'en conclus que les rapports socioéconomiques ne servent pas, chez cet auteur, d'impulsion à des dynamiques sociales déterminantes, en tout cas n'esquissent pas, par eux-mêmes, les contours d'identités collectives (bien que j'avoue que ce ne soit pas toujours aussi clair).

confondre les lumières de la théorie avec l'exigence d'une conformité des événements à des schèmes conceptuels, dont l'absence serait traitée sous le mode d'un manque, voire d'une perversion. La vie sociale est toujours plus complexe et plus riche, ses développements ne tiennent pas de la simple matérialisation de tendances déjà connues : elle se présente vraiment comme un « enjeu », dont les issues ne sont pas préalablement définies.

Ainsi probantes sont les analyses qui se sont attachées à démontrer que la « révolution industrielle », les formes et les dimensions de ses caractéristiques comme de ses conséquences sont des phénomènes sexués, c'est-à-dire dont la logique n'opère pas qu'en fonction d'une rationalité productive et économique. Et donc, que les différenciations sociales, fonctionnelles et de statut que cette révolution a entraînées furent aussi le produit de valeurs, de conceptions particulières et de rapports de pouvoir entre les sexes.

Cela posé, les enjeux sociaux restent balisés par l'état des rapports sociaux constitués. L'existence économique des sociétés libérales repose en effet sur des relations qui ventilent les populations en secteurs différents, disposant ceux-ci hiérarchiquement les uns par rapport aux autres. Les catégories sociales ainsi produites ou reproduites n'ont pas toutes le même poids économique ; depuis la révolution industrielle, la « bourgeoisie » (capital, direction, embauche) et le « prolétariat » (absence de capital, exécution, salariat) sont au centre des activités économiquement dominantes. Une critique importante du « tournant linguistique » souligne qu'il ne peut, à partir du jeu des seules catégories linguistiques, rendre compte de l'éruption « des luttes populaires », des « mouvements politiques » de couches sociales défavorisées, ou, comme telle, de l'histoire « des États²⁵ ».

Marc W. Steinberg, dans une analyse des positions théoriques-épistémologiques d'auteurs associés audit tournant, a voulu mettre en lumière de quelle façon ce ne sont pas les structures discursives qui fondent les groupes sociaux et les mouvements revendicatifs, mais plutôt les besoins d'expression et d'articulation de la pensée et l'action qui rendent compte de choix discursifs. Étudiant une grève importante de fileurs de coton anglais au début des années 1830, Steinberg réussit à montrer que l'activité de classe précède le langage de classe, que les rapports sociaux suscitent des élans et des inclinations, et que les grévistes utilisent alors divers types de discours disponibles pour dire et cerner leur situation difficile, leurs besoins, leurs aspirations et pour légitimer leurs actions : par exemple, en comparant leur condition à celle de l'esclave et en utilisant le langage moral anti-esclavagiste de l'époque, en se servant aussi du langage

25. Michael Hanigan, « Commentary for Reconstruction in Labor History », dans Lenard R. Berlanstein (dir.), *op. cit.*, p. 183.

des valeurs chrétiennes de charité et d'entraide pour dénoncer la position patronale, du langage libéral-radical sur l'égalité des êtres humains, en ayant recours enfin à des symboles révolutionnaires pour nourrir et afficher leur résolution (drapeaux et insignes tricolores)²⁶. En d'autres mots, les tensions de nature sociale précèdent logiquement le discours, qui n'émane cependant pas comme reflet.

Les rapports sociaux instillent en effet une dynamique et les identités sociales et politiques y trouvent des racines. En même temps, il apparaît que le langage de ces identités doit être, écrivent certains auteurs anglophones, «problématisé», c'est-à-dire envisagé comme produit, toujours en évolution, d'une construction active, réalisée sous l'impulsion d'effets concrets immédiats des rapports sociaux, des besoins d'intervention qu'ils occasionnent, des sensibilités et croyances les plus répandues, à la fois dans la société prise comme un tout et dans les divers milieux et aussi du développement des institutions politiques. L'exemple des fileurs anglais de 1830 illustre ce processus. Plus près de nous, le rôle de facteurs ethno-linguistiques dans l'articulation du type particulier d'action politique pratiqué par le mouvement ouvrier américain semble tout à fait réel et prouvé²⁷. Durant le dernier tiers du XIX^e siècle, explique Martin Shefter, le prolétariat des grandes villes américaines — il analyse plus particulièrement le cas de New York — est massivement formé et reformé de vagues d'immigration continues. Comme toujours dans les contextes de migration, les gens de même provenance s'établissent à proximité les uns des autres, pour trouver appui et réconfort, ce qui confère souvent aux grands quartiers urbains des États-Unis des propriétés ethniques distinctives. Le suffrage universel masculin est alors acquis, et l'on ne retrouve pas véritablement de restrictions à son exercice pour les nouveaux arrivants. Des systèmes partisans municipaux s'édifient progressivement, l'organisation de chaque parti étant très développée en raison même du besoin de se gagner des nombres importants de suffrages. La conjonction de ces divers éléments va entraîner des développements particuliers quant aux identités politiques de ce prolétariat.

Lorsque la situation est propice, les besoins de solidarité et d'action collective en milieu de travail vont déboucher sur des reven-

26. Marc W. Steinberg, «Talkin' Class: Discourse, Ideology, and Their Roles in Class Conflict», dans G. McNall, R. F. Levine et R. Fantasia (dir.), *Bringing Class Back In. Contemporary and Historical Perspectives*, Boulder, Westview Press, 1991, p. 261-284.

27. Ce «type particulier d'action politique», c'est l'intervention sous la forme d'une tendance, organisée et très présente, de l'un des grands partis traditionnels, en l'occurrence le Parti démocrate, plutôt qu'une action qui aurait donné naissance à un parti ou se serait reconnue dans une formation surgie de l'extérieur de l'histoire institutionnelle dominante du pays.

dications et des regroupements de nature syndicale. Hors des milieux de travail, le secours mutuel et la promotion de demandes sur le terrain électoral sont pris en charge par divers organismes de nature ethnique, la plupart du temps pluriclassistes, qui vont tendre à rallier les nouveaux groupes immigrants aux organisations de partis établis. En effet, ces partis se doivent de rejoindre des masses de gens dont ils ne connaissent ni la langue, ni les mœurs, ni les réseaux d'influence : ils procéderont en s'associant les leaders des diverses communautés ethniques, habituellement ceux, au sein de leur communauté, qui se trouvent au haut de l'échelle économique ou sont membres de professions libérales. Ainsi, « l'identité politique », en fonction des réalités et des besoins sociaux, se construit avec des organismes pluriclassistes devenus des composantes de coalitions partisans déjà actives²⁸. D'ailleurs, encore plus près de nous, il faut noter aussi le type d'« identité politique » (le nationalisme populaire) dans lequel se sont reconnues, et qu'elles ont servi à façonner, les grandes mobilisations syndicales et la montée revendicative au Québec de la deuxième moitié des années 1960 au tournant de la décennie 1980²⁹. Il est évident que ces « constructions » identitaires spécifiques induisent, en cours d'élaboration et en retour, des comportements, des formules d'intervention, un discours-conscience tout aussi spécifiques.

Pourtant, l'exemple américain présente un caractère extrême, puisque les États-Unis restent le seul pays industriel à ne pas avoir connu de parti ouvrier véritablement enraciné et durable³⁰, une

28. Martin Shefter, « Trade Unions and Political Machines: the Organization and Disorganization of the American Working Class in the late 19th Century » dans I. Katznelson et A. R. Zolberg (dir.), *Working-Class Formation. Nineteenth Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1986, 267-276. Bien sûr, cette particularité du développement politique des groupes prolétaires américains ne va pas, comme telle, déterminer tout le développement ultérieur, et notamment l'action politique de l'AFL-CIO aujourd'hui. Elle doit être vue, cependant, comme l'un des éléments historiques ayant servi à conjuguer la nature spécifique de l'action politique ouvrière aux États-Unis, singulièrement durant les décennies de formation de la social-démocratie en Europe.

29. Voir : Roch Denis et Serge Denis, *Les syndicats face au pouvoir : syndicalisme et politique au Québec, de 1960 à 1992*, Ottawa, Vermillon, 1992.

30. Le cas du Québec n'est pas de même nature. Le système politique canadien a en effet été marqué par l'existence parlementaire soutenue de la social-démocratie (CCF, NDP), ce qui différencie, on le sait, le Canada des États-Unis. Le Québec faisant partie du Canada, la problématique de l'action politique du mouvement ouvrier dans la province doit être appréciée, notamment, en tenant compte de l'incapacité de la social-démocratie du pays à s'y construire. En d'autres mots, pour notre propos, ce n'est pas de l'absence d'un parti ouvrier qu'il est question, mais de son développement inégal sur le plan territorial pancanadien.

« exception » à cet égard pour l'analyse politique comparée³¹. Partout ailleurs, le poids des racines sociales a été plus lourd, plus immédiatement ressenti dans la construction des identités politiques. Qui plus est, outre les États-Unis, il n'y a que le Canada, la Suisse et l'Irlande où les identités politiques d'ensemble ne soient pas fondamentalement « polarisées » en un bloc issu de la tradition ouvrière-socialiste et un bloc trouvant ses origines dans les forces qui lui étaient historiquement hostiles³². D'ailleurs, même le mouvement ouvrier américain en est venu, avec le passage des décennies au XX^e siècle, à se constituer en sujet politique réel, se donnant naissance comme tendance permanente, dorénavant la plus nombreuse, de l'un des deux principaux partis³³. Les grandes institutions sociales et politiques ne surgissent pas en tant que « reflets » de structures, mais la nature et les conséquences du rapport économique entre les classes sont des facteurs actifs de leur développement.

À cet égard, il faut poser avec T. Andréani et M. Féray qu'il « y a [...] un fond de conflictualité [...] dans les rapports sociaux élémentaires, et il reste d'une certaine façon inaliénable ». Les « conditions économiques et sociales [...] engendrent » des luttes, et sont notamment modifiées par celles-ci³⁴. En d'autres mots, les rapports sociaux suscitent des dynamiques concrètes, le concept de « rapport » devant être entendu en son sens premier, c'est-à-dire se différenciant de celui de « lien » social, et ces dynamiques esquissent les contours de collectivités effectives. En cette fin du XX^e siècle, après quelque 200 ans d'action ouvrière et 150 ans d'histoire suivie du mouvement ouvrier, il faut considérer comme probante la démonstration de cet énoncé par la méthode du proverbe philosophique anglais, que se plaisait à citer Engels : « La preuve du pudding, c'est qu'on le mange ».

31. Serge Denis, « Le cas du syndicalisme » dans E. Orban et M. Fortmann (dir.), *Le système politique américain. Mécanismes et décisions*, 2^e édition, Montréal, P.U.M. 1994, p. 141-146.

32. Göran Therborn, « Swedish Social Democracy and the Transition from Industrial to Postindustrial Politics », dans Frances Fox Piven (dir.), *Labor Parties in Postindustrial Societies*, New York, Oxford University Press, 1992, p. 103-104.

33. Serge Denis, « Le cas du syndicalisme », p. 150-156.

34. T. Andréani et M. Féray, *Discours sur l'égalité parmi les hommes. Penser l'alternative*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 259, 258.

35. Le « rapport » fait référence à une notion de complémentarité conflictuelle, le « lien » à la notion de complémentarité harmonieuse, par exemple selon l'idéologie des fonctions sociales et statuts de l'Ancien régime.

RAPPORTS SOCIAUX ET ORGANISATIONS

La « preuve » de l'existence de classes dans le monde de l'économie libérale, de l'effectivité de leur rôle dans le façonnement des réalités sociétales, la preuve du conflit qui naît de leur relation, c'est le déroulement même de l'histoire sociale de la modernité, particulièrement depuis la révolution industrielle. Surtout, comme le rappelle avec justesse Jacques Bidet, que « [l]a lutte des classes proprement moderne [...] se caractérise – par opposition aux luttes de classes dans les sociétés antérieures – par sa constance et son âpreté [...]. C'est parce qu'ils savent, [...], qu'ils peuvent « changer de maître », c'est-à-dire retrouver un autre emploi salarié, que les prolétaires modernes sont capables de s'engager [plus régulièrement] dans la lutte [...]. Ils le font encore mieux, bien sûr, quand ils savent que, du fait de la puissance de leur association [...], ils ne perdront pas leur emploi³⁶ ». Quelques brèves indications sur cette preuve qu'apporte le déroulement de l'histoire.

Une présence sensible

Souignons, premièrement, la tension, voire le heurt des composantes à l'occasion, dans le rapport travail-capital, salariés et employeurs, où qu'il se soit noué et selon des formes toujours très similaires. Les acteurs sociaux dans l'entreprise tendent à se former partout en configurations d'intérêts aux bornes finalement identiques. Il est remarquable, aussi, que malgré les différences de culture, de situation, de traditions, les luttes ouvrières s'articulent en schémas non moins similaires entre les pays : grèves, boycotts, rassemblements et cortèges, types de « psycho-drames³⁷ » récurrents, reproduits spontanément à des dizaines de milliers d'exemplaires, mettant chaque fois aux prises les mêmes termes du rapport social, sur un nombre d'objets relativement limités (heures et conditions de travail, salaires, sécurité économique). De ce creuset sont nés des cadres d'intervention continue pour la défense et la promotion de buts spécifiques, dont le mode est rapidement devenu du regroupement aux frontières classistes nettement définies : quel que soit le langage utilisé, celui du « syndicalisme pur et simple » avec Samuel Gompers aux États-Unis, celui du marxisme en Allemagne ou celui de l'aigreur

36. Jacques Bidet, « Pour un contractualisme révolutionnaire », dans J. Bidet et J. Texier (dir.), *L'idée du socialisme a-t-elle un avenir ?*, Actuel-Marx/Confrontation, Paris, P.U.F., 1992, p. 91.

37. L'expression est de Pierre Rosanvallon, *La question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

verbale de Jules Guesde en France (il faut, prêchait-il, réaliser « la sécession ouvrière »), le mouvement ouvrier va en effet se développer selon le principe hégémonique de son indépendance d'organisation vis-à-vis des employeurs et des autres classes et forces sociales.

Autant de réalités, sans cesse reproduites, qui témoignent de l'efficacité du rapport social travail-capital et de sa matérialité. « Efficacité » et « matérialité » qu'on peut tout aussi bien reconnaître d'un autre angle. Göran Therborn, étudiant le développement de l'État providence depuis 1881, rappelle que les premiers pas véritables dans cette direction ont été franchis à la suite de la Commune de Paris. Les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche et du Danemark ouvrirent la voie, Bismark, par exemple, sachant explicitement ce qui venait de se produire en France et craignant que des conflagrations pareilles n'éclatent dorénavant dans les autres pays développés. Aucun des dirigeants de ces trois pays, note G. Therborn, ne s'était jusqu'alors fait remarquer par une participation dans quelque « mouvement humanitaire » que ce soit ; on peut donc supposer qu'ils n'agissaient pas par compassion... Or, c'est précisément la classe ouvrière, circonscrite dans ses grandes caractéristiques modernes, que visèrent à aider leurs réformes³⁸. Il écrit :

La rupture avec la répression et l'humiliation des orientations de type « poor-law » signifia la reconnaissance d'une catégorie collective de personnes, ce qui contrastait avec l'idée [qu'on avait eue jusque-là] que les politiques publiques d'aide s'adressaient à des êtres avilis ou encore à des individus [mal pris], chanceux qu'on les nourrisse. Dans les systèmes d'assurance sociale allemand et autrichien, cette rupture se traduit directement par la reconnaissance des travailleurs industriels comme classe [spécifique] d'assurés ; et les lois danoises sur les retraites et l'assurance maladie établirent en 1891-1892 qu'une catégorie sociale plus large, composée de prolétaires sans propriété et de semi-prolétaires, était digne d'un appui public d'un type différent de celui accordé aux pauvres³⁹.

Perception, donc, chez les élites gouvernantes de la classe ouvrière en tant que secteur réel et agissant de la population, telle qu'elle se différencie, notamment, de la masse des déshérités, des pauvres et des déracinés. L'exemple du discours électoral des républicains français s'adressant à la classe ouvrière et à son intérêt propre, discours qu'on a rappelé plus haut en étudiant l'apport de

38. Göran Therborn, « Classes and States : Welfare State Developments, 1881-1981 », dans W. Clement et R. Mahon (dir.), *op. cit.*, p. 18-19.

39. *Ibid.*, p. 19.

R. Aminzade, fait preuve, à mon avis, du même type de perception. Tout comme l'évolution du droit et la législation du travail, qui ont chronologiquement sanctionné la légalité d'un mouvement revendicatif, avec ses frontières sociales, déjà enclenché. La logique quasi linéaire de l'enchaînement entre les premières activités d'entraide mutuelle des ouvriers et leurs actions offensives contre les employeurs⁴⁰ révèle, par ailleurs, le lien entre les conditions d'existence individuelles et le rapport social «élémentaire», démonstration de la dynamique de conflit qui s'y trouve inscrite.

De la même façon, le passage systématique, dans tous les pays, de l'action revendicative locale aux regroupements interprofessions municipaux et régionaux, aux fédérations syndicales et aux grandes confédérations nationales, l'évolution des explications et des points de repère qui accompagnent ces développements, tout cela illustre que par-delà les différents niveaux de qualification, l'origine immédiate de divers groupes, les traditions locales ou les types de travail⁴¹, il y a une réalité de la classe ouvrière en tant que catégorie sociale constitutive du monde industriel, et de son économie. Et s'il est juste que les rêves, les mythes, le vocabulaire ancien des corporations et du compagnonnage sont présents dans ce processus, servent à instruire des aspirations, des mélancolies, des formes de solidarité, il n'en reste pas moins qu'une fois établi, le syndicalisme est un phénomène situé en discontinuité, et non en continuité, de l'univers des guildes et de l'artisanat : élément supplémentaire montrant l'effectivité de cette catégorie sociale qu'est la classe ouvrière.

Un dernier point, que je tiens pour extrêmement significatif : la construction des grands partis ouvriers⁴² partout dans le monde économiquement défini par l'industrie et le salaire, et d'abord dans les pays les plus avancés à cet égard puis dans ceux que sa réalité pénètre progressivement. Ces partis s'autodéfinissent comme partis de

40. C'est d'abord sous la forme de l'entraide que s'engage l'action ouvrière, l'appui aux accidentés du travail, éventuellement à leurs veufs/veuves et orphelins, par la constitution notamment de caisses de secours. Très vite, ces caisses vont servir aussi de moyen de résistance aux patrons, à tel point que bientôt, en France, certains des regroupements ainsi apparus vont précisément prendre le nom de « Résistances ». Le secours mutuel, la résistance, puis l'action revendicative qu'elles permettent vont amener la naissance du syndicalisme et des formes stables de solidarité qu'il développera : la logique de l'enchaînement est ici littéralement « transparente ». Voir, notamment, Georges Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs*, Paris, Flammarion, 1975, p. 284-309.

41. Bien sûr, ces différences de conditions amènent des divergences, qu'il a fallu dépasser ; mais c'est le fait même de ce dépassement qui montre, puisqu'il se produit finalement partout, l'existence de traits communs définitionnels de la condition d'ensemble.

42. Précisément, de ce point de vue, ce sont les États-Unis que l'analyse politique comparée, on l'a dit, doit considérer comme « exception ».

classe ; ils apparaissent d'ailleurs dans le prolongement des premières actions ouvrières et formes de regroupement organisé, bien que l'évolution politique soit toujours plus complexe et moins linéaire que celle qui conduit au syndicalisme. Ces partis élaborent leurs plates-formes revendicatives en se fondant prioritairement sur les besoins des masses ouvrières, et leur programme est envisagé à partir de ce qu'ils voient comme les intérêts historiques du « travail salarié », qui deviennent ceux de l'émancipation de la société. Leurs clientèles sont principalement ouvrières, et les appuis et le militantisme en provenance d'autres classes et secteurs sociaux acceptent généralement le cadre conceptuel d'ensemble que l'on vient de rappeler. La simultanéité, évidemment relative, de leur apparition⁴³, pour l'essentiel dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle, le caractère fulgurant de leur développement, l'impact déterminant, comme on a vu, de leur présence sur la vie politique, singulièrement des principaux pays d'Europe, et les modifications qualitatives qu'ils provoquent dans les divers systèmes de partis déjà établis⁴⁴, voilà autant d'éléments qui attestent non seulement de l'existence réelle, comme catégorie active, de la classe ouvrière, mais aussi du poids de sa présence historique et du fait que les « rapports sociaux élémentaires » ouvrent des dynamiques politiques identitaires.

À moins de faire fi du sens de la réalité, voire de la nier hardiment, il appert que le déroulement de l'histoire articule une « preuve » de dynamiques collectives puissantes inscrites dans les rapports sociaux, et qui en procèdent, impulsion à des actions de groupe et à la création d'instruments d'intervention. Comment, alors, conjuguer cette donnée avec le rejet de la notion du « reflet » et, surtout, la conclusion de notre brève analyse du « tournant linguistique », à savoir que les organisations ouvrières ne « représentent » pas un mouvement, mais « le sont » ?

La construction active

Stuart Hall a montré déjà comment « l'unité politique » de la classe ouvrière (et j'ajouterais, quant à moi, son « unité économique », c'est-à-dire syndicale) ne procède pas immédiatement du rapport travail-capital, mais doit être *construite*. Elle doit être envisagée sous l'angle d'une réalisation (rassemblements, luttes, perceptions, débats,

43. Voir : Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy*, p. 18-19 et A. Bergounioux et B. Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, P.U.F. 1989, p. 13-14.

44. Je songe, par exemple, au réalignement politique majeur en Angleterre qui voit le Parti travailliste remplacer le Parti libéral au titre de l'une des deux formations du bipartisme national.

organisation), même si la classe ouvrière existe en tant que secteur socioéconomique effectif⁴⁵. L'une des causes premières en est que l'efficacité du rapport social opère également dans des directions autres, différentes et même opposées à celle que nous avons illustrée ci-haut. Le salariat met en effet les travailleurs et travailleuses dans une concurrence systématique entre eux pour l'emploi, la rémunération, les conditions de la production, les promotions, du fait même de leur dépendance à l'embauche. La réalité des rapports sociaux porte à l'action collective, mais aussi à la dislocation du groupe. Elle n'entraîne pas d'elle-même l'assurance d'une communauté de mouvement plutôt que la compétition entre métiers, individus, régions, qualifications, ou que le refuge dans la déchéance personnelle, la tentation de la délinquance.

La prédominance du principe collectif sur la concurrence tous azimuts est un enjeu que soulignaient déjà en partie C. Offe et H. Wiesenthal, il y a une vingtaine d'années, quand ils écrivaient que les « intérêts » concrets des travailleurs ne « peuvent être satisfaits qu'en autant qu'ils soient pour une part redéfinis⁴⁶ ». Acquis historiquement sur le plan organisationnel, cette prédominance du principe collectif n'en reste pas moins continuellement soumise à de multiples pressions à la dissolution. Surtout que les sensibilités, les idées, les images de l'univers social ne jaillissent pas spontanément du langage de cette prédominance⁴⁷. Il est donc juste, en ce sens, que l'unité, les intérêts des individus, cernés par ceux de la catégorie sociale, se présentent à l'entendement et dans l'action comme des « construits ».

Ainsi, l'apparition de la classe ouvrière en mouvement social, la mise sur pied d'organisations distinctes, qu'elles soient de nature économique (syndicats, coopératives, assurances), politique (les partis ouvriers, les instances de lobby), éducative ou récréative, se trouve malgré tout à la constituer : la relation n'est pas celle du reflet ni de la représentation. À l'échelle historique, la conscience sociale est identifiable à la densité et à la nature de l'intervention, et les niveaux de l'élaboration de programme instituent, avec l'organisation, le mouvement de classe. À cet égard, la classe ouvrière est un « effet de luttes », comme le dit A. Przeworski⁴⁸, et, tout aussi bien, devons-nous insister sur ce point, du résultat de ces luttes. Car les grands acquis sociaux, en ce qui a trait aux niveaux de sécurité économique,

45. Stuart Hall, *The Hard Road to Renewal. Thatcherism and the Crisis of the Left*, Londres et New York, Verso, 1988.

46. C. Offe et H. Wiesenthal, « Two Logics of Collective Action : Theoretical Notes on Social Class and Organizational Form », *Political Power and Social Theory*, vol. 1, 1980, p. 79.

47. S. Hall, *op. cit.*, p. 179-182.

48. Voir la note 24.

d'accès aux soins de santé et à l'instruction et de démocratisation des institutions publiques contribuent aussi à former la classe ouvrière. Ils distendent, de manière évidemment variable, la pression qu'exercent sur chaque individu les conditions de domination du travail salarié, protégeant jusqu'à un certain point des lois du marché, donc ils allègent le poids des facteurs de dislocation de l'action de groupe.

On doit même considérer que le *modus operandi* de l'adoption et de la gestion de ce type d'acquis influe également sur la conscience des intérêts et la perception de l'appartenance collective, donc sur l'existence de la classe ouvrière. On sait que les centrales syndicales AFL et CIO n'ont pas été en mesure aux États-Unis de gagner, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, une loi générale d'assurance-maladie. Afin de protéger leurs membres et leurs familles, les syndicats furent donc contraints de se replier sur le mécanisme des contrats de travail, par lequel on a négocié des formules, dans chaque cas particulières, de couverture des soins. Des développements semblables se sont fait jour dans plusieurs domaines : prestations supplémentaires de chômage, rentes de retraite, etc. En conséquence, on retrouve une multitude de statuts dans l'accès aux soins de santé et aux médicaments, comme dans les recours disponibles face à l'adversité économique, entre et parmi les syndiqués, les non-syndiqués, les types d'entreprises et d'emplois, les régions, les chômeurs temporaires et chroniques, les minorités défavorisées et les déshérités⁴⁹. Il est manifeste que dans un tel cadre, la positivité d'une communauté d'intérêts, même relative, entre travailleurs salariés et bénéficiaires de l'aide sociale, par exemple, ne se profile pas avec évidence. Elle est certes moins « construite » que dans les pays où les processus d'adoption et de consolidation des acquis furent universels, produit notamment des pressions des partis ouvriers qui les instaurèrent souvent eux-mêmes et les justifèrent politiquement et idéologiquement en tant que mesures d'intérêt commun. Dans ce dernier type de situation, l'intervention de tel secteur ouvrier ou défavorisé contre la remise en cause de la gratuité de soins de santé ou contre des amputations dans les prestations de retraite ne se conçoit généralement pas, a priori, sous l'angle de la résistance particulariste : la communauté de l'intérêt est davantage constituée, « construite ».

Notons, pourtant, que les grandes institutions du syndicalisme aux États-Unis sont activement engagées depuis les années 1950 du côté de la déségrégation raciale et qu'elles réclament toujours — durant la décennie 1990, comme le premier élément des revendications politiques — l'aménagement d'un système de santé universel et gratuit. Illustrations de ce que l'efficacité des rapports sociaux reste malgré

49. Marianne Debouzy, *Travail et travailleurs aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 1984, p. 87-91, 46-58.

tout présente : elle produit des besoins dont la donne est collective et elle suggère des pistes de solution de même nature. En revanche, il semble bien que l'absence d'une formation politique indépendante *diminue le degré de l'existence* de la classe ouvrière aux États-Unis, que sa formation est moins réalisée qu'en d'autres pays économiquement développés.

L'EXPÉRIENCE SOCIALE ET HISTORIQUE

À ce stade, j'ajoute brièvement les éléments suivants. D'abord, il faut considérer que l'importance numérique de la classe ouvrière dans une société et l'étendue comparative de son rôle socioéconomique sont évidemment des facteurs conditionnant les formes et les axes de sa présence. Son histoire vécue compte aussi dans les rapports sociaux et politiques, et notamment son histoire particulière, inséparable de ses modes organisationnels. Il est toujours remarquable, à cet égard, qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dès que s'engagent les processus de remise en forme des libertés civiles et collectives notamment en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Hollande, en Belgique, la pratique historique et la conscience de l'action politique sous forme de parti distinct s'imposent tout de suite massivement, même si la continuité organisationnelle avec la mi-décennie 1930 a été minimale, voire nulle. Voilà comment l'histoire vécue devient également dimension constitutive de l'existence de la classe ouvrière.

Par ailleurs, l'expérience concrète des événements d'une période sociopolitique plus limitée, comme moment de l'histoire vécue, pousse également à certains comportements et définit cette existence. Giovanni Arrighi rappelle fort pertinemment que la grande vague de grèves aux États-Unis durant les années 1930 fut un phénomène « spontané », « une réponse des rangs du prolétariat industriel » aux calamités de la grande Dépression. La « principale et unique organisation » syndicale alors établie, l'*American Federation of Labor* (AFL) et ses vieilles unions de métier, « ne fit strictement rien pour lancer » l'action massive de grève, qui s'imposa d'elle-même et déboucha sur de nouveaux syndicats, qui se réuniront en un *Congress of Industrial Organizations*⁵⁰. Depuis 1929, l'impotence de l'AFL, l'arriération de ses pratiques comme la caducité de ses orientations, les souffrances sociales profondes touchant l'ensemble du pays, le désarroi manifeste

50. Giovanni Arrighi, « Marxist Century, American Century », dans Robin Blackburn (dir.), *After the Fall. The Failure of Communism and the Future of Socialism*, Londres et New York, Verso, 1991, p. 146-147.

des autorités publiques et de l'entreprise privée⁵¹ provoquent d'abord une incapacité d'intervention généralisée des secteurs ouvriers toujours employés ou en chômage, des pauvres ou des zones rurales désolées. Puis, les débats et la réflexion, déjà, qu'encourage la tenue des présidentielles de 1932, de premières manifestations de rue en 1933 inaugurées par des courants politiques radicaux, l'émergence d'actions grévistes dans plusieurs milieux en 1934, les défaites cependant nombreuses de ces mouvements et le refus obstiné de l'AFL de les prendre véritablement à son compte, voilà autant d'éléments d'une expérience directe dont l'enchaînement va porter au renouveau des modes, des structures et des orientations d'organisation, syndicalement et politiquement.

G. Arrighi a raison de souligner que « la capacité d'automobilisation et d'auto-organisation » sans le concours des « organisations syndicales préexistantes », donc « spontanée », fut la condition de la vague de grèves qui va alors déferler en 1936 et 1937⁵³. J'ajouterai pourtant que l'histoire antérieure de la classe ouvrière américaine contribua aussi à modeler son mouvement des années 1930. Elle n'avait massivement connu jusque-là une existence revendicative distincte et structurée que sous l'angle économique, d'abord avec la forme syndicale. Quand s'enclenchent des activités de protestation et de réclamation, et qu'à l'encontre de l'AFL vont se recomposer des organisations de lutte, il est *naturel* que la pensée s'oriente premièrement vers de nouvelles formules de syndicalisme — et non, par exemple et principalement, vers le *Socialist Party* ou les communistes. En ce sens aussi, l'histoire vécue sert bien à *constituer* la classe ouvrière.

Cela dit et pour notre propos, l'analyse de G. Arrighi présente un intérêt supplémentaire. Elle se trouve à rappeler, concrètement, que les rapports sociaux engendrent d'eux-mêmes des dynamiques effectives et esquissent des identités. Rappel important, qui rejoint des constats qu'on a établis plus haut ; il nous permet, aussi, de poursuivre plus avant la discussion déjà engagée.

51. À cet égard, l'expérience du New Deal de la présidence Roosevelt, en particulier de ce qu'il est convenu d'appeler le « 2^e New Deal » (à partir de 1935), représente aussi l'acceptation de nouvelles méthodes de direction politique et de nouvelles conceptions sociales et économiques, du côté, dans ce cas, d'une partie des élites gouvernantes.

52. Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple. Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, Montréal, Boréal, 1986, p. 105-118, 219-239.

53. Giovanni Arrighi, *op. cit.*, p. 147.

UNE VOIE DE SYNTHÈSE ?

Les recherches contemporaines sur la nature et les origines des mouvements ouvriers, le renouvellement, à tout le moins partiel, de la réflexion théorique et des axes d'explication privilégiés ont donc contribué à recentrer l'attention sur la problématique du rapport entre organismes constitués et dynamiques sociales. Les grandes institutions par lesquelles on définit depuis quelque douze décennies le mouvement ouvrier sont-elles canal d'*expression*, voie de *représentation* ou mécanisme de *constitution* de la classe ouvrière ?

Pour nous, l'enjeu consiste à réconcilier, on l'a dit, la signification profonde d'affirmations qui peuvent paraître concurrentes, voire mutuellement exclusives : à savoir, que les organisations « sont » la classe ouvrière, mais que la dynamique des rapports sociaux esquisse des identités effectives, donc logiquement préalables à l'organisation. Aux États-Unis, certains utilisent aujourd'hui le concept même d'« association » pour rendre compte de la « formation » de la classe ouvrière⁵⁴, pratiquement avec le contenu que Marx lui conférait il y a quelque cent trente-cinq ans, quand il écrivit que si « le nombre » représente sans conteste un élément crucial de la force de la classe ouvrière, pourtant il « n'est rien sans l'association », c'est-à-dire quand il n'est pas organisé⁵⁵. Mais après plus d'un siècle d'histoire ouvrière largement confondue avec celle des institutions du mouvement ouvrier, leurs acquis, leurs défaites, leurs programmes, avancer simplement que la formation de cette classe équivaut à son « association », sans s'arrêter spécifiquement au pourquoi et au comment de cette « association », semblerait se satisfaire de la vieille formule de « l'en-soi » et du « pour-soi », dont une compréhension téléologique ancienne serait remplacée par la vision statique du rapport catégorie sociale-organisation⁵⁶. Les développements paraissent singulièrement plus complexes.

Georges Haupt, dans un article d'une grande portée théorique, a rappelé déjà le rôle d'initiateurs et d'animateurs que tinrent les sec-

54. Eric Olin Wright, « The Conceptual Status of Class Structure in Class Analysis », dans I. G. McNall, R.F. Levine et R. Fantasia (dir.), *op. cit.*, p. 18.

55. Karl Marx, « Adresse inaugurale de l'A.I.T. », dans *La première Internationale*, Paris, Union Générale d'Éditions, coll. « 1018 », 1976, p. 47.

56. J'entends par « vision statique » cette conception, pas toujours explicite, considérant que les rapports sociaux en tant que tels n'instillent pas de dynamiques collectives marquantes et significatives, si ce n'est, pour certains auteurs, du fait de calculs personnels de chaque individu défavorisé par les conditions d'ensemble que produit son état de salarié. Encore une fois, je dois dire que les développements historiques du mouvement ouvrier, trop similaires, et même identiques, par-delà les différences culturelles, historiques, nationales, etc., infirment un tel point de vue, dans l'une ou l'autre de ses versions.

teurs ouvriers les plus qualifiés, dont l'expertise et les connaissances, pourtant, s'avéraient souvent en voie d'être dépassées, pour la construction et la direction des partis ouvriers modernes, la social-démocratie historique, durant les deux dernières décennies du XIX^e siècle⁵⁷. Les vieux métiers et les qualifications quasi artisanales, toutefois, ne peuvent être vus comme conférant sa signification, ni sociale ni historique, au développement de la social-démocratie. Qu'est-ce à dire ?

L'intervention relativement décisive des plus qualifiés procède de ce qu'ils sont ceux, au sein de la main-d'œuvre industrielle, qui concentrent le plus de ressources : instruction, temps de repos, revenus, position de marchandage avec l'employeur⁵⁸. Ils agissent, néanmoins, en tant qu'individus dont la situation sociale était d'abord fonction du rapport salarial, c'est-à-dire comme secteur, certes placé au haut de la hiérarchie du salariat, mais malgré tout secteur, de cette classe du travail manuel subordonné. Les intérêts qu'ils contribuèrent alors à « construire » et à « unifier », les mécanismes de l'articulation de ces intérêts et de leur promotion politique, furent posés comme ceux de la collectivité salariale en tant qu'entité, sur la base d'une « conscience antipatronale » commune⁵⁹. On peut facilement considérer qu'ils auraient pu aussi bien chercher à faire valoir leurs revendications au détriment d'autres groupes ouvriers, attitude souvent envisagée et qui s'est imposée dans divers contextes. Mais les métamorphoses sociales enclenchées avec la révolution industrielle, notamment les processus de salarisation massive des populations qu'elle favorise, ont nettement fait régresser les possibilités de l'autonomie dans l'activité de production et de l'indépendance économique. C'est comme travailleurs soumis à de telles conditions et pour se protéger de leurs conséquences que des ouvriers à forte qualification s'orientent alors du côté de l'action politique. Dans ce cadre, ils veulent rassembler avec eux et rejoindre les autres secteurs assujettis aux mêmes déterminations (rapport salarial, subordination de l'activité-travail), puisque c'est contre celles-ci, envisagées politiquement, c'est-à-dire de manière globale, qu'ils visent à intervenir.

57. Georges Haupt, « Socialisme et syndicalisme. Les rapports entre partis et syndicats au plan international : une mutation ? », dans Madeleine Rebérioux (dir.), *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Les Éditions ouvrières, coll. « Mouvement social », 1981, p. 32-39.

58. Caractéristique qu'on retrouvera régulièrement dans les actions ouvrières et les organisations : l'initiative et les fonctions de direction, même à la base et localement, revenant souvent à ceux qui ont un statut d'emploi, des niveaux de formation et d'instruction plus élevés que la moyenne.

59. Georges Haupt, *op. cit.*, p. 33.

En ce sens, ils «construisent» l'unité politique ouvrière, sous l'impulsion pourtant de développements sociohistoriques très concrets. Georges Haupt écrivait ainsi de ces secteurs ouvriers, qualifiés et quasi artisanaux, qu'ils ont fourni «les porteurs sociaux des mouvements unifiés sous le titre de partis socialistes ou social-démocrates⁶⁰». Et ces partis, contrairement au syndicalisme en formation, toujours proche de «l'esprit, le style, la forme, le contenu même des associations professionnelles précédentes, de type corporatif⁶¹», «ne sont pas liés aux traditions, ni tributaires des structures anciennes⁶²». Ils vont d'autant mieux servir à articuler une identité *de classe* en s'ouvrant à tous les groupes ouvriers et en entreprenant de leur faire disputer le pouvoir politique, en commun et comme collectivité particulière. Haupt soulignait d'ailleurs que l'identité de cette manière ébauchée puis élaborée sur le terrain politique stimula, du coup, l'évolution des conceptions de la lutte économique dans la même direction.

Cela dit, notons que l'activité politique de ces «porteurs sociaux» «était en partie instruite par les écrits de Marx, par son rôle majeur dans les proclamations de programme de la 1^{re} Internationale et par la réflexion des cercles marxistes constitués depuis la chute de la Commune. Frances Fox Piven a pu écrire, par exemple, «[p]our une part importante, ce fut la tradition marxiste qui créa le prolétariat, de même que son antagoniste, la bourgeoisie⁶³», idée que soixante ans plus tôt l'historien Lucien Febvre, cofondateur de l'école des *Annales d'histoire économique et sociale*, discutait déjà en mettant en avant la nécessité d'élucider «comment», sous l'impact du «machinisme» et des «révolutions industrielles», «s'est modifiée ce qu'on pourrait appeler l'idéologie des travailleurs et constituée une mentalité proprement et spécifiquement ouvrière. Quel rôle ont joué, dans la constitution d'une telle idéologie, d'une part les systèmes des critiques, des prophètes, des doctrinaires (référence à Marx, Proudhon, Bakounine)» et d'autre part, les idées et sentiments des ouvriers directement engagés dans l'action revendicative. «Gros problème d'influence : des idées sur les faits et, en retour, des faits sur les idées⁶⁴». L. Febvre suggérerait que l'étude de l'histoire concrète des ouvriers de cette époque permettrait de défricher les pistes de solution à ce problème. À mon avis, l'analyse de G. Haupt, qu'on vient de rappeler, s'y est

60. Georges Haupt, *op. cit.*, p. 36.

61. *Ibid.*, p. 33.

62. *Ibid.*, p. 34.

63. Frances Fox Piven, « The Decline of Labor Parties : An Overview », dans Frances Fox Piven (dir.), *Labor Parties in Postindustrial Societies*, New York, Oxford University Press, 1992, p. 4.

64. Lucien Febvre, « Préface », dans É. Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome I, Paris, Colin, 1957, p. 7, 9.

précisément employée. Si les « systèmes » servent à articuler la pensée, il apparaît aussi que l'expérience de la condition salariée et le sentiment antipatronal ont entraîné, en tant que facteurs spécifiques, les plus qualifiés dans la création de partis de classe.

En tenant compte du fait que l'élaboration des « systèmes » de Marx, Proudhon et Bakounine a suivi chronologiquement une première période de luttes ouvrières significatives, que l'exemple des fileurs anglais de 1830 illustre la créativité de la pensée dans l'action et que l'hégémonie finalement universelle du principe d'indépendance sociale des organisations ouvrières s'est imposée par-delà les particularités discursives, l'étude de Georges Haupt doit être vue comme une démonstration de ce que l'identité de classe est « construite » dans la perception des besoins, l'analyse de leurs conditions et la mise sur pied d'instruments pour intervenir à leur égard. L'organisation politique et sociale institue bien, en ce sens, la classe ouvrière. Elle tient un rôle de constitution. Rien d'automatique, rien qui ne surgisse en tant que « reflet⁶⁵ ».

En ce qui a trait à la notion de « représentation », la discussion de celle-ci amène obligatoirement à en donner une définition qui, d'un côté, l'associe à la notion d'« expression » tout en voulant marquer pourtant qu'il y a une distance entre les dynamiques objectives et leur manifestation organisée : la représentation s'exerce, par exemple, dans les rapports parlementaires avec d'autres secteurs de la société et les appareils de cette représentation acquièrent un poids et un rôle spécifiques. D'un autre côté, on peut définir la notion de représentation en l'associant à celle de « constitution », les organisations représentant, au sens fort, ce qu'est la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'elle advient par elles dans la société. À mon avis, dans le premier cas, on retrouve ultimement le vieil écueil, en partie amolli cependant, des insuffisances théoriques dans l'appréciation du rôle des organisations pour la formation de la classe ouvrière. Dans le deuxième cas, quasi inverse et plus répandu aujourd'hui⁶⁶, on fait comme abstraction de la

65. Car, en plus de ce que l'on vient de voir avec G. Haupt, il convient de rappeler et de souligner que l'identité construite n'est pas le produit du seul mouvement de la classe ouvrière, mais aussi de l'interaction de toutes les classes d'une société particulière, de l'évolution institutionnelle de cette société, de ses traditions idéologiques (cf. le prestige des courants radicaux de la Révolution de 1789 dans le mouvement ouvrier français pour tout le XIX^e siècle et même au-delà), des particularités de son développement économique, des acquis sociaux également.

66. Évidemment avec le « tournant linguistique », mais étonnamment chez des partisans aussi du « retour » du concept de classe en analyse historique et politique et d'une épistémologie reconnaissant la primauté de la causalité matérielle : parmi les livres déjà cités, on retrouve l'illustration de ce dernier type de points de vue dans certains chapitres du livre de G. McNall, R.F. Levine et R. Fantasia (dir.), *Bringing Class Back In*. Voir note 56.

pression des dynamiques sociales qui relèvent des grands rapports économiques, approche dont j'ai voulu exposer le caractère erroné.

La résolution de notre problème, si l'on tient compte des contributions commentées et de la réflexion engagée ci-dessus revient, je crois, à poser les développements du mouvement ouvrier selon la conception suivante. Il y a antériorité et effectivité de la dynamique de conflit, réelle, inscrite dans les rapports sociaux fondamentaux. Le concept d'effectivité signifie ici que les conditions sociales du travail salarié, d'abord manuel, rendent à ce point difficiles et précaires les vies ouvrières, qu'en naissent partout des comportements axés sur la recherche d'un sort meilleur, plus supportable, que ce soit par la délinquance, l'abandon de soi dans la déchéance, ou par la revendication, alors qu'elles instaillent d'elles-mêmes une propension à l'action collective du groupe socioéconomique face à l'employeur⁶⁷. Ce cadre esquisse, en conséquence, un terrain d'identité sociale commune et politique aussi, puisque, encore aujourd'hui, «l'appartenance de classe modèle fatalement la relation des enfants à l'instruction, ce qui, en retour, influe directement non seulement sur les dimensions économiques de leurs vies, mais aussi sur leur relation à la politique et à ce qui est considéré comme un savoir et des connaissances artistiques respectables⁶⁸». Ces identités, pourtant, sont à construire, et leurs discours, moyens ou positionnements n'apparaîtront pas partout identiques, encore que, avons-nous jugé, l'efficacité des rapports sociaux est puissamment démontrée par le fait que la règle sera leur construction en organisations distinctes. L'édification de ces organisations donne forme à la classe ouvrière dans la société; leurs plates-formes, leur évolution structurelle, les débats de programme et de théorie, leurs stratégies sont la voie de son institution. L'identité est inséparable de l'organisation, elle est précisément «construite» dans tous les sens du mot.

On a vu ainsi avec G. Haupt que les secteurs les plus qualifiés du travail manuel salarié jouent un rôle majeur dans le développement des grands partis de classe au cours des années 1880, spécifiquement pour se protéger des conséquences de l'industrialisation. Les partis vont pourtant se maintenir quand ces travailleurs disparaîtront en tant que couche numériquement importante. Rétrospectivement, il est manifeste que la signification historique de l'apparition de ces partis dans les rapports de société ne peut être considérée comme acciden-

67. Ces éléments agissent d'ailleurs les uns sur les autres : par exemple, les premiers gains revendicatifs quant à la durée du travail quotidien puis au nombre de jours ouvrables furent un facteur nécessaire de la régression des phénomènes de déchéance personnelle dans le monde ouvrier.

68. Stanley Aronowitz, *The Politics of Identity. Class, Culture, Social Movements*, New York, Routledge, Chapman and Hall, inc., 1992, p. 67.

telle ou conjoncturelle. Ni dans leurs programmes, ni dans le rôle et les tâches qu'ils assumeront pourra-t-on les définir par les caractéristiques et les intérêts propres des secteurs proches de l'artisanat, ou des conceptions anciennes de ceux-ci. La composition de la classe ouvrière sera profondément modifiée au fil des ans, l'organisation politique connaîtra divers développements, mais il y aura continuité identitaire, sur plus d'un siècle, ce qu'on ne peut expliquer de manière satisfaisante si on fait abstraction des dynamiques esquissées par les rapports sociaux. L'identité politique a cependant dû être construite, celle qu'on articule à la création et avec le développement des partis social-démocrates étant, par exemple, différente de l'identité « classes travailleuses » (prolétaires, patrons-artisans, et même des secteurs bourgeois actifs dans le circuit productif) qui traverse l'existence du grand mouvement chartiste anglais des années 1830 et 1840, et qui éclatera à la fin de cette dernière décennie⁶⁹.

Ainsi, la construction de l'identité commune par l'organisation, les débats et les programmes est la voie de définition de la classe ouvrière, puisqu'elle fait prévaloir les tendances à l'action collective en tant que secteur socioéconomique spécifique sur celles de la loi de la jungle et de la fragmentation. Pourtant, l'antériorité logique de la dynamique des rapports sociaux reste prégnante, comme élément actif du maintien et de la cohérence des identités, mais aussi de leurs difficultés (il faut garder ici à l'esprit les sorts différents de la social-démocratie et du chartisme), voire comme élément actif de dislocation des communautés d'intérêts déjà formées, l'unité identitaire conservant perpétuellement son trait d'enjeu (par rapport, cette fois, aux incitations à la désagrégation qui s'exercent sur l'intervention collective et ses organismes). Considérant tout cela, il est incontestable que le rôle de la social-démocratie historique, par exemple le développement de ses partis, les niveaux avancés de son élaboration théorique et analytique, le travail de réévaluation des grands faits historiques par les intellectuels qui lui étaient liés, sa candidature au pouvoir politique, ses campagnes d'agitation populaire, sa volonté

69. Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome I, Paris, Colin, 1957, p. 111-168. Selon l'auteur, le vaste mouvement populaire de la « Charte du peuple » (d'où le nom de « chartisme »), a souvent été déstabilisé par le flottement idéologique et les conflits internes que n'arrivait pas à conjurer le type d'identité sociale et politique qu'il véhiculait, difficultés de conception et d'élaboration qui seront à la source de sa disparition. Il y aura alors rupture entre les leaders chartistes et les courants libéraux radicaux (« les hommes du suffrage complet ») et rupture entre les leaders chartistes eux-mêmes, ceux qui acceptent toujours la cohabitation politique des masses prolétaires et des patrons-artisans et ceux qui concluent à la nécessité d'une organisation spécifique aux couches travailleuses sans propriété et aux déshérités.

d'existence comme « parti mondial » aussi⁷⁰, que ce rôle a précisément été de constituer la classe ouvrière. La social-démocratie a été l'instrument premier de son institution, spécifiquement de l'articulation de son identité sociale-politique moderne, même si d'autres organisations ont également contribué à ce processus, syndicalisme, associations sportives et récréatives ouvrières⁷¹, la plupart du temps d'ailleurs en lien avec les partis social-démocrates.

À cet égard, notre discussion permet de mieux cerner une des caractéristiques définitionnelles de la social-démocratie historique, celle de sa nature de parti ouvrier, et elle a voulu poser de manière raisonnée les rapports entre organisation et classe, plus précisément entre mouvements structurés et dynamiques sociales. Les organisations ne « représentent » pas la classe ouvrière ni son mouvement, elles les façonnent, leur donnent figure. À mon avis, pour l'analyse du mouvement ouvrier, le mérite premier des interrogations particulières des vingt dernières années consiste à avoir ramené l'attention sur la centralité des formes organisationnelles dans les rapports de société, et à avoir forcé la précision de la relation entre dynamiques et constructions sociales-politiques. Ce n'est pas pour rien que des difficultés majeures, des erreurs coûteuses, voire des faux-semblants et même des tromperies avérées de la part des organisations ouvrières envers leurs propres clientèles n'ont jamais conduit machinalement à la création d'autres organisations⁷². Les organisations constituent les identités sociales et politiques, il n'y a historiquement pas de telle chose qu'une « identité » déjà formulée qui se chercherait une expression organisée, malgré la conflictualité inscrite dans les rapports sociaux.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES

À la fin du XX^e siècle, pourtant, il faut mettre en avant comme élément majeur de formation de la classe ouvrière la mémoire concrète de son expérience, multiple, multiforme, collective :

-
70. Je fais référence ici à la mise sur pied de l'Internationale ouvrière (entre 1889 et 1899), la 2^e Internationale, à ses congrès mondiaux, aux discussions qu'elle anima sur toutes les questions majeures de politique, de stratégie et de principes, chacun de ses courants fondant toujours ses points de vue sur ce qu'il présentait comme les intérêts ponctuels et historiques de la classe ouvrière.
71. Et en tenant compte, par ailleurs, des projets concurrents d'identité sociale, aux percées plus conjoncturelles ou régionalisées, tels ceux du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, ou du syndicalisme chrétien.
72. La formation de l'Internationale et des partis communistes par la scission à gauche de la social-démocratie entre 1919 et 1921 est surgie des convulsions de la 1^{re} Guerre. Sur un plan de masse, elle est le seul développement de cette nature pour toute l'histoire politique (depuis les années 1880) du mouvement ouvrier.

l'expérience d'une vie séculaire en mouvement massif, dont les frontières ont été théoriquement et idéologiquement établies, l'expérience de l'action organisée, l'expérience de la reconnaissance par la société de droits aux balises socialement définies, l'expérience de conflits revendicatifs, de luttes d'opposition tranchée aux pouvoirs économiques et politiques, affrontements où la configuration des intérêts et rivalités s'avère pour l'essentiel toujours la même et leurs protagonistes clairement *identifiés*. L'expérience se transcrit en l'idée de la « normalité », la « naturalisation » de l'existence d'organismes et d'activités de classe. Elle se transcrit aussi en l'apprentissage, au fil des décennies, que des différences internes dans les organisations, différences d'orientation, de disposition et de comportement, peuvent se manifester.

Après cent vingt années d'évolution politique du mouvement ouvrier organisé, tel qu'il s'est formellement édifié à partir du dernier quart du XIX^e siècle, il faut avancer que cette expérience a pénétré à ce point la conscience, qu'elle est même une dimension de la dynamique sociale posée dans son antériorité logique. En d'autres mots, l'expérience historique s'est progressivement développée en composante de la réalité des rapports sociaux fondamentaux, accentuant, par exemple, le poids de leurs caractéristiques qui favorisent le déploiement en collectivité sociale. Avec le passage des décennies, se sont révélés des phénomènes d'osmose entre les formes organisationnelles et la condition ouvrière, manifestes dans les réflexes de générations successives de travailleurs.

Cela étant, l'aube de l'an 2000 semble témoigner de la présence d'un élément nouveau, différent qualitativement des transformations auxquelles il vient d'être fait référence. En fonction du processus de désarticulation de liens entre les grands partis ouvriers et leurs clientèles traditionnelles, indiqué en ouverture, et en fonction, d'autre part, de la conception du rapport dynamiques sociales — identités politiques élaborée ci-dessus, faudrait-il envisager les conclusions suivantes :

- i) la social-démocratie ne sert plus véritablement aujourd'hui à constituer en unité politique le salariat et les groupes défavorisés, à instituer une identité particulière de ces secteurs sociaux dans les rapports de pouvoir. Cela, dans un contexte où
- ii) il est exclu que les partis communistes, quand ils se survivent, puissent maintenant assumer eux-mêmes, de façon quelque peu durable et marquante, cette fonction⁷³.

73. La transformation chaotique de « l'Europe de l'Est » équivaut à la dissolution du référent politique et programmatique qui donnait consistance à l'existence des partis communistes à l'Ouest. Je pose en axiome que, en tant que tels et lorsqu'ils

On en serait ainsi à un moment, noué durant la dernière quinzaine d'années, où les deux grandes tendances qui ont structuré – quelle que soit l'évaluation qu'on fasse de chacune – l'existence de la classe ouvrière dans la société, et articulé une identité politique distincte de collectivité, ne sauraient maintenant revendiquer cette fonction. Or, sauf de très rares exceptions, il s'agit des seules tendances ayant véritablement tenu ce rôle au cours du XX^e siècle. Et toutes deux sont issues d'un tronc commun, celui des grands partis ouvriers apparus dans le dernier quart du XIX^e siècle. Moment sans précédent, indiquant que toute une époque historique serait terminée, celle du cadre des identités politiques arrimées concrètement à l'expérience organisationnelle ouverte avec la deuxième moitié des années 1870.

Que faut-il en déduire ? La période qui s'annonce ne peut certes être appréhendée comme la simple réédition de conditions déjà vues, celles d'avant les douze dernières décennies. Son appréciation plus complète supposerait, cependant, une étude de la conjoncture présente. À ce stade, ce que permettent de mieux circonscrire les efforts contemporains d'analyse et de théorie, notamment les contributions associées au « tournant linguistique », c'est la profondeur des transformations qu'impliquerait pour le mouvement ouvrier en tant que phénomène de société la clôture définitive de cette époque identitaire.

survivent toujours, il est exclu que les partis communistes à l'Ouest puissent servir à nouveau de centres de mobilisation et de lieux de ralliement de masse. Des courants issus de ces partis peuvent certes contribuer à divers mouvements, mais comme projets historiques, les partis communistes n'ont pas d'avenir.